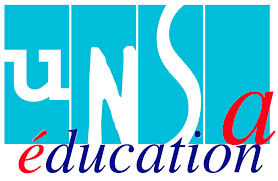
******

***Déclaration Liminaire au CHSCTMEN du 27 Novembre 2018***

Nous terminons la seconde mandature depuis la mise en place des CHSCT, nous tenons donc à en faire un bilan.

La transformation des CHS en CHSCT a été un enjeu fort pour les personnels et leurs représentants, le CHSCT prenant toute sa place comme véritable lieu de défense et de protection de la santé des personnels.

Mais voilà, le CHSCT devait avoir son autonomie d’action, l’UNSA, depuis le début est attachée à ce principe. Il est encore difficile d’obtenir les arrêtés de création, ce qui permet d’entretenir le flou sur le périmètre des CHSCTA et CHSCTD, et être un frein au dialogue social. On rencontre encore des CHSCTA qui définissent en début d’année la liste des établissements à visiter par les CHSCTD !

La liste pourrait être exhaustive, nous allons néanmoins en rester là.

Les administrations locales ne sont pas les seules responsables d’une telle situation, les organisations syndicales n’ont pas réussi à faire appliquer la réglementation à leur disposition par méconnaissance ou par manque d’écoute de l’administration.

Nous n’avons pas su ou pu faire du CHSCT une instance qui doit travailler sur la prévention, par rapport à des situations de travail et non se complaire à régler des situations individuelles.

Il faut souhaiter que les instances dans les mois et années à venir, sachent garder toute leur implication dans la préservation de la santé et que chacun puisse y trouver sa place pour un dialogue social constructif pour la défense des conditions de travail des personnels.

Nous souhaitons que ce CHSCTMEN, premier de la rentrée 2018, se saisisse de la problématique du mal être au travail des personnels de l’Education Nationale. Suite à la diffusion de la vidéo de l’agression d’une professeure à la veille des vacances d’octobre, des collègues ont témoigné par milliers sur les réseaux des situations difficiles qu’ils ont vécues, du sentiment d’isolement, d’abandon et de la souffrance au travail qui en découle. Le phénomène « pas de vagues » s’essoufflera peut-être, mais le mal être des personnels persistera, tant qu’aucune solution concrète ne sera mise en place. Le grand plan d’action de Notre Ministre, communiqué par voie de presse et sans concertation avec les acteurs de l’école, n’a pas convaincu les personnels***.***

Beaucoup de mesures prévues sont des redites des précédents plans de prévention et luttes contre les violences en milieu scolaire. Nous regrettons que peu de mesures soient préventives.Une enquête récente diligentée par l’UNSA Education auprès de plus de 12000 collègues démontre que la question de l’amélioration du climat scolaire est une priorité pour la majorité d’entre eux. Les quatre principales actions souhaitées par les répondants sont tout d’abord et en premier lieu : des moyens humains supplémentaires, l’accompagnement et le soutien par l’institution et la formation à la gestion des élèves difficiles.L’amélioration du climat scolaire est un travail de longue haleine , les leviers d’action sont multiples : avoir un taux d’encadrement augmenté, améliorer l’environnement physique, le bâti scolaire, instaurer des moments de concertation en équipe, offrir une formation initiale et continue adaptée aux enjeux de l’école du 21è siècle, avoir une véritable médecine de prévention et un accompagnement soutenu pour les personnels en souffrance, une attention particulière pour l’affectation de jeunes enseignants ou de personnels déjà fragilisés par de précédentes agressions…. Dans le plan d’Action présenté par M Blanquer est prévue une enquête à grande échelle en direction des personnels pour disposer d’un état des lieux précis des atteintes aux personnes. L’UNSA Education souhaite avoir plus de précisions sur les objectifs et solutions de remédiation qui en découleront. L’état a la responsabilité de la santé et la sécurité de ses agents, nous demandons que les CHSCT soient associés à ce travail.

,